

# unité et diversité des systèmes éducatifs

A première vue, il existe dans le monde une grande diversité de systèmes éducatifs, liée elle-même à la diversité des cultures et des sociétés.

Deux classifications sont particulièrement usitées, celles qui distinguent pays capitalistes et pays socialistes, pays développés et pays en voie de développement.

A y regarder de plus près, on trouve à l'intérieur de chacun de ces groupes une diversité non moins grande.

L'Occident compte un groupe de pays considérés comme moins « avancés » que les autres : l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie.

L'ancien « bloc » socialiste n'existe plus depuis la rupture sino-soviétique. La Chine se réclame du tiers monde, ainsi que la Corée du Nord et le Viet-nam. Ce « tiers monde » présente lui-même une diversité extrême.

Culturellement, on peut distinguer plusieurs aires : l'aire sinoïde avec la Chine, le Japon, la Corée, le Viet-nam ; l'aire hindouiste avec l'Inde et Bali ; l'aire du bouddhisme theravada avec Ceylan, la Birmanie, la Thaïlande, le Laos et le Cambodge ; l'aire musulmane qui s'étend sur

l'Afrique, l'Asie occidentale, la Malaisie et l'Indonésie ; l'aire de l'Afrique au sud du Sahara ; l'aire latino-américaine. En fait, de nombreux pays combinent des influences diverses : l'Iran et l'Afghanistan sont d'abord iraniens ou afghans avant d'être musulmans ; de même l'islam où le christianisme en Afrique n'ont pas fait disparaître, loin de là, les cultures traditionnelles.

Du point de vue économique, la diversité n'est pas moins grande, du fait de la diversité des richesses naturelles, des conditions géopolitiques, des politiques économiques allant du libéralisme effréné du Brésil ou de la Côte d'Ivoire au socialisme chinois ou vietnamien, en passant par des nuances multiples où l'intervention de l'Etat domine plus ou moins. A un bout de l'échelle des revenus, on trouve les 25 pays les plus pauvres recensés par les Nations unies, qui ont moins de 200 dollars par tête d'habitant ; à l'autre bout les pays pétroliers dont certains dépassent le niveau américain.

Cette diversité des revenus ne peut manquer d'influer sur l'enseignement, puisque celui-ci aura à sa disposition des fonds plus ou moins importants pour la rémunération des enseignants, la

construction des bâtiments, la diversification pédagogique.

Du point de vue social, on observe la même diversité. En Asie et en Afrique, la population rurale forme en moyenne 80 ou 90 % de la population totale, en Amérique latine, elle n'est que de quelque 50 %. Par suite de la pénétration plus ou moins profonde de l'économie capitaliste, la stratification sociale diffère : on trouve de grands propriétaires fonciers en Amérique latine où existent des latifundia, alors que cette classe est à peine en germe en Afrique en raison de la prédominance, jusqu'à une date récente, de la propriété communautaire. Selon les pays, la bourgeoisie est plus ou moins forte et elle revêt souvent, contrairement à ce qui se passe en Europe ou en Amérique du Nord, une forme bureaucratique : à savoir que c'est la détention du pouvoir d'Etat qui donne accès aux richesses, et non l'inverse. De même la petite bourgeoisie et le prolétariat ouvrier ont des effectifs plus ou moins nombreux, jouent un rôle plus ou moins important. Cette diversité des situations sociales retentit sur le phénomène de l'inégalité d'accès à l'instruction. Si les masses rurales sont défavorisées partout, l'écart qui les sépare des classes privilégiées est plus ou moins grand dans chaque contexte.

**Le résultat de tous ces facteurs, ce sont des différences considérables de scolarisation qui ne coïncident pas nécessairement avec des différences de développement économique.**

### inégalités éducatives

D'une manière générale, les pays socialistes se distinguent par la démocratisation de l'enseignement. Des pays « pauvres » (en termes de revenu par habitant) comme la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam, ont liquidé chez eux l'analphabétisme, assuré à peu près à tous les enfants six ou sept années d'études, accru dans des proportions importantes la représentation des classes populaires dans l'enseignement secondaire et supérieur.

Si l'on met à part ces trois pays qui, jusqu'à une date récente, n'étaient pas inclus dans les statistiques de l'Unesco, les pays en voie de développement représentent 70 % de la population mondiale, mais n'ont que 58 % des effectifs du premier degré, 45 % du second degré, 28 % du troisième degré. Il y a deux fois et demie plus d'étudiants en Europe et en Amérique du Nord que dans le reste du monde. L'écart est encore plus considérable en ce qui concerne l'analphabétisme : alors que son taux ne dépasse pas 3 % dans les pays développés, il s'élève à 70 ou 80 % ailleurs ; bien que ce taux ait diminué depuis 30 ans, par suite de la croissance démographique, le nombre des analphabètes a augmenté : il est de 800 millions dans le monde.

A l'intérieur de ces moyennes, il existe de graves disparités, qui se rencontrent également dans les pays développés, mais à un bien moindre degré :

- disparités entre sexes ;
- entre villes et campagnes ;
- entre régions ;
- entre ethnies ;
- entre classes sociales.

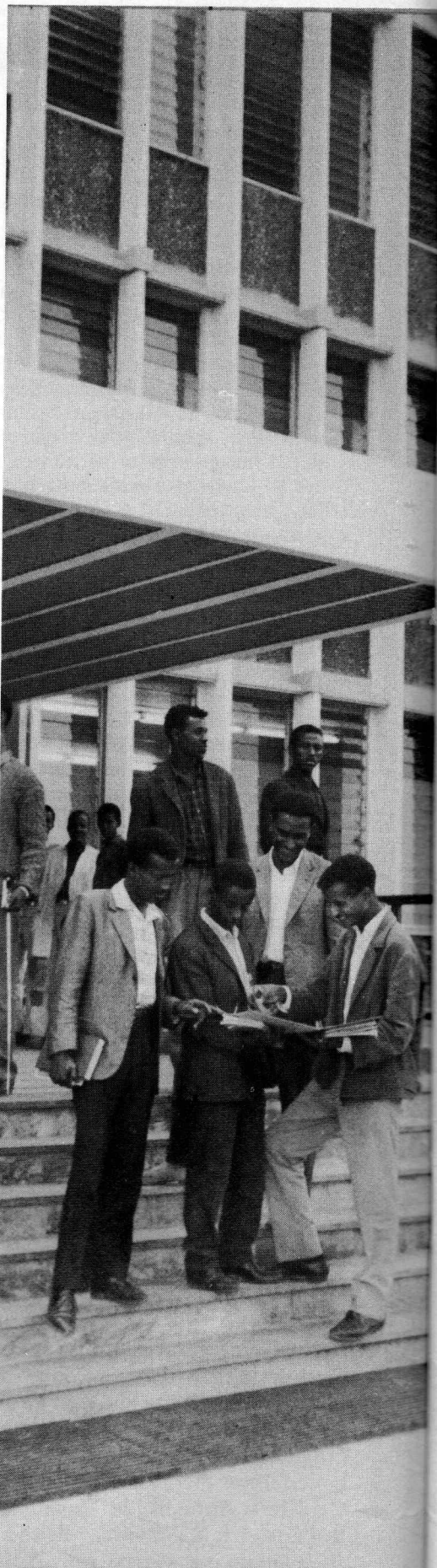
Parmi les causes des inégalités, celles d'ordre économique et social

sont les plus importantes. Cela ne signifie pas que des causes d'ordre culturel n'agissent pas. On peut invoquer pour de nombreux pays la résistance des traditions, qui s'oppose notamment à la scolarisation des filles, les discriminations religieuses ou culturelles qui s'exercent à l'égard des basses castes en Inde, des Indiens en Amérique latine, des Africains en Afrique du Sud, etc.

Il ne faut pas cependant exagérer l'importance de la religion. Prenons le cas de l'islam, auquel certains auteurs attribuent la faible scolarisation des filles. En fait, si au Yémen les filles ne représentent que 7 % des effectifs dans le 1<sup>er</sup> degré et 1 % dans le second, ces pourcentages respectifs passent au Koweït à 44 % et 41 %. Le retard est moins accentué dans les villes que dans les zones rurales : en Algérie, en 1968-1969, les filles sont scolarisées à 18 % à Médéa, mais à 73 % à Alger. « L'instruction est une obligation pour tout musulman et toute musulmane », a dit le Prophète. Mais l'islam, comme tant de religions, a été interprété dans le sens de la conservation sociale, dont l'un des piliers est la soumission de la femme, d'autant plus grande qu'elle est moins instruite. Les différences actuelles de scolarisation s'expliquent moins par la religion en tant que telle que par l'interprétation qui en est faite dans chaque pays et par les différences de pénétration de l'économie moderne et d'urbanisation et des normes sociales qu'elles entraînent.

### pays développés et pays en voie de développement

Si nous retournons au fossé qui sépare pays développés et pays dits en voie de développement, il faut reconnaître que l'une des causes profondes de cette situation est l'héritage colonial. C'est là l'un des facteurs de l'« unité » du second groupe. Tous ces pays ont été à un moment de leur histoire des colonies ou des semi-colonies des pays





capitalistes développés. La culture était alors un privilège réservé aux Européens. L'enseignement se bornait à former le petit nombre d'agents moyens et subalternes nécessaires au fonctionnement de l'administration et de l'économie. Il était parfaitement « adapté » à l'emploi. Sur le plan idéologique, il visait à valoriser la culture de la métropole, présentée comme idéale ou unique, et à déprécier ou même nier les cultures locales.

L'accession à la souveraineté s'est traduite par une expansion spectaculaire des effectifs scolaires et universitaires. Mais sauf dans les pays qui ont fait une révolution à la fois nationale **et** sociale (il faut insister sur le **et**) comme Cuba en Amérique latine ou le Viet-nam en Asie, l'indépendance formelle n'a pas remis en cause les fonctions traditionnelles de l'enseignement qui restent la sélection et la différenciation sociales, mais, au profit cette fois, des nouvelles classes dirigeantes. De plus, par son contenu, ses méthodes, et dans certains cas, la langue étrangère qu'il utilise, l'enseignement contribue à aliéner l'individu en le coupant de son milieu.

Il nous faut donc maintenant analyser l'unité des mécanismes qui expliquent ces phénomènes, au centre et à la périphérie du système capitaliste. Si tout système d'enseignement est un sous-système du système social global, le système d'enseignement des pays capitalistes, qu'ils soient industrialisés, semi-industrialisés ou encore agricoles, ne fonctionne pas indépendamment des lois qui régissent l'économie capitaliste.

## **l'école et l'économie capitaliste**

La loi fondamentale du capitalisme est celle du profit, sa classe dominante la bourgeoisie, sa motivation la réussite individuelle; elle opère sur la base d'une division du travail entre travail manuel et travail intellectuel, qui n'est pas seulement technique, mais sociale.

Dans ce système, l'école remplit deux fonctions :

- l'inculcation de l'idéologie capitaliste, c'est-à-dire la compétition individuelle et la libre entreprise;
- la transmission de connaissances en vue de former la force de travail.

Ces deux fonctions s'effectuent en même temps et concourent au même but : l'intégration des jeunes dans le système des rapports sociaux. Par-là, l'école est à la fois une et différenciée : une, parce qu'elle diffuse une seule idéologie, celle de la classe dominante, et réprime les autres; différenciée, parce que, par son fonctionnement, elle filtre progressivement les individus destinés à prendre chacun sa place dans le processus de production.

Pour tous elle dispense des connaissances de base et une idéologie simple visant à légitimer le système. A mesure que le niveau s'élève, les connaissances deviennent de plus en plus complexes, l'abstraction et la synthèse assurant le pouvoir de commandement. Or cette sélection scolaire coïncide approximativement avec la structure des classes sociales et il n'y a pas de différence de nature, mais simplement de degré, entre pays industrialisés et pays non industrialisés. Ce qui diffère, c'est que la sélection s'effectue à un âge et à un niveau de plus en plus avancés à mesure que l'enseignement se développe; ce développement est lui-même influencé à la fois par la nécessité de former une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, étant donné les progrès scientifiques et techniques et la complexité croissante de la vie économique, et par les revendications des classes populaires.

Deux exemples suffiront; en France, pour chaque cohorte de 1 000 élèves en fin d'études primaires, il ne reste, cinq ans plus tard en classe de seconde (grade X), que 112 enfants de salariés agricoles, 118 d'ouvriers, 202 d'employés, 390 de cadres supérieurs. Dans l'intervalle, 556 enfants ont abandonné à un bout de l'échelle, 27 seulement à l'autre bout.

Au Chili, sur 10 000 enfants qui entrent en première année primaire, on compte 3 000 enfants de paysans, 4 500 d'ouvriers, 2 500 des autres classes. Douze ans plus tard,

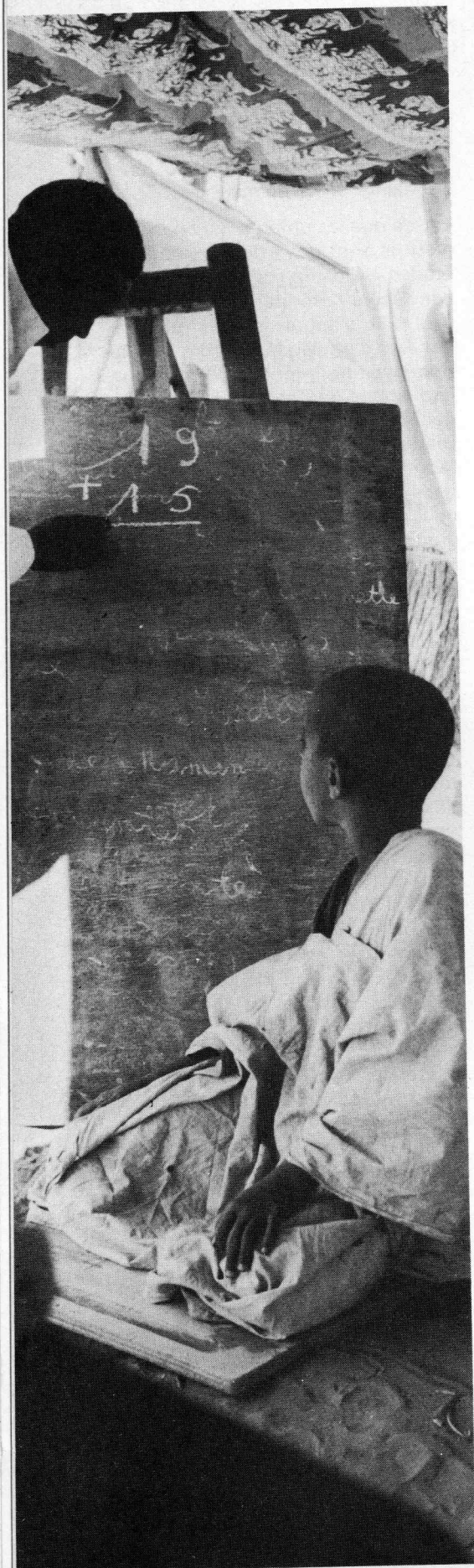
9 850 enfants ont abandonné, et 150 seulement accèdent à l'université. Sur ces 150, on ne compte aucun enfant de paysan, 4 enfants d'ouvriers, 146 enfants issus pour la plupart de familles d'industriels, de propriétaires fonciers, de fonctionnaires civils et militaires.

Est-ce que les enfants qui abandonnent ne sont pas « doués » pour les études ? C'est là l'opinion défendue par l'école héréditariste (Burt, Jensen). Elle s'appuie sur les résultats de tests d'intelligence (QI) qui montreraient une infériorité des milieux populaires par rapport à la bourgeoisie, des Noirs par rapport aux Blancs. Il semble bien que Burt ait fabriqué de toutes pièces les données nécessaires à sa « théorie » et qu'il ait commis une fraude systématique. Indépendamment de cela, ces recherches souffrent de graves déficiences méthodologiques. Ce que les tests mesurent, ce n'est pas l'intelligence en soi, qui n'est pas définissable, c'est la conception que se font leurs auteurs de l'intelligence : conception unidimensionnelle avec une seule échelle quantitative, alors que l'intelligence est une activité extrêmement complexe. D'autre part un même génotype (1) ne se développe pas de la même façon lorsque le milieu est riche ou pauvre. Il n'y a pas « addition » de facteurs (innéité + milieu), il y a l'hérédité, le milieu et l'interaction entre les deux. Personne ne nie l'influence de l'hérédité, mais il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de la préciser par des chiffres. Enfin, les tests mesurent des différences **individuelles**, on ne peut en extrapoler les résultats à des classes sociales ni à des groupes ethniques.

En réalité, la différenciation et la sélection se font parce que l'école impose comme « normes », c'est-à-dire comme « moyennes » à réaliser, des résultats qui ne sont accessibles qu'aux enfants des classes privilégiées. Parmi ces « normes », la pratique linguistique bourgeoise centrée sur les significations universalistes n'est pas le facteur le moins important. D'autres mécanismes de différenciation opèrent à l'école primaire aussi bien que secondaire, pour favoriser les enfants

(1) génotype : ensemble de caractères héréditairement transmis. NDLR.





de cette classe : différences de types d'école par la nature, le statut et le prestige, redoublements et abandons, différenciations en filières comme en France, en « streams » (2) comme en Angleterre, ou en groupes de niveau ; enfin, différenciation de ressources en personnel enseignant, en équipements, en programmes d'études.

Ces mécanismes fonctionnent partout où ils sont implantés et leurs effets sont partout similaires. Mais en Afrique, en Amérique latine, en Asie, il s'ajoute un autre effet : l'aliénation et la dépendance culturelles.

### des sociétés dites traditionnelles aux sociétés actuelles

L'idéologie la plus étrangère aux sociétés traditionnelles de ces continents, c'est l'individualisme, idéologie étroitement liée au capitalisme. Quels que fussent leurs différences, les modes d'exploitation et de domination, ces formations sociales se caractérisaient par des traits communs : la dominance de formes de production communautaires, l'accès de tous à la terre, l'intégration étroite de l'individu à la famille et à la société, la subordination de la production à la consommation et non l'inverse, le profit ne commandant pas l'accumulation. Dans ces conditions, l'éducation ne visait pas à susciter l'esprit de compétition individuelle, mais celui de solidarité, l'accord avec la nature, toutes valeurs qui permettaient un développement équilibré dans un contexte de lente évolution des techniques.

L'individualisme importé oppose le jeune à sa famille, suscite le désir de réussite personnelle même aux dépens de la communauté, le désir de richesse et de propriété. Avec le mépris du travail manuel qu'entraîne ou aggrave une culture livresque étrangère au milieu, c'est le facteur le plus important de l'exode rural des jeunes, et particulièrement des jeunes instruits, qui prive les campagnes de leur force productive.

(2) stream : groupes de niveaux suivant la moyenne des notes des élèves et non suivant les matières.

L'enseignement en langue étrangère (l'anglais ou le français en Afrique) aboutit en même temps à déculturer l'individu et à le convaincre de la supériorité de la culture que cette langue véhicule. Parce que la domination idéologique est l'un des plus sûrs garants de la domination politique, l'impérialisme veille surtout à dévaloriser les cultures nationales, en abaissant leurs langues au rang de « dialectes », en les qualifiant de « vernaculaires », ce qui en bon latin signifie « langues d'esclaves ». Si cet enseignement en langue étrangère a été conservé dans de nombreux pays malgré l'« indépendance », c'est certes à cause de contraintes objectives qu'on ne peut nier (la multiplicité de langues notamment), mais aussi parce qu'il est un instrument de sélection et de domination de classe. La langue étrangère, accessible seulement à une minorité, représente le signe de son statut et le critère par lequel elle sélectionne les individus qui suivent son propre modèle de culture et de développement, celui de l'Occident capitaliste. A côté de la place dans le procès de production, la langue est devenue un facteur de différenciation sociale.

Et c'est pourquoi ce n'est pas une coïncidence si l'Afrique, où l'enseignement en langue étrangère est le plus répandu, est aussi le continent qui reçoit l'aide la plus considérable, tant en valeur absolue que par tête d'habitant (environ 65 % de l'aide bilatérale à l'éducation, 40 % des Nations unies, 50 % de la Banque mondiale). Par l'intermédiaire d'enseignants, d'« experts », de subventions, de bourses, de constructions scolaires, l'« aide » contribue à perpétuer les modèles culturels du centre et par suite la dépendance et l'aliénation des pays « bénéficiaires ».

Le capitalisme est un système dont tous les éléments : idéologiques, économiques et sociaux, sont étroitement imbriqués, même si chacun d'entre eux jouit d'une autonomie relative par rapport aux autres, et même si la dialectique de l'histoire n'assure pas que les buts visés soient toujours réalisés.

**Le Thanh Khoy,**  
Professeur à l'UER de Sciences  
de l'éducation,  
Université de Paris V